

François Brune

MÉMOIRES
D'UN
FUTUR PRÉSIDENT

« Gouverner, c'est parler. »

Le Président

Séquence 7

Mémoires d'un futur président

Au fil de votre été :

Liste des séquences proposés le jeudi...

- 21 juin. *Séquence 1.*
- 28 juin. *Séquence 2.*
- 5 juillet. *Séquence 3.*
- 12 juillet. *Séquence 4.*
- 19 juillet. *Séquence 5.*
- 26 juillet. *Séquence 6.*
- 2 août. *Séquence 7.*

Ministre de l'Information, chargé journallement de démentir et mentir, le porte-parole de l'Élysée n'aura sans doute pas eu à piétiner longtemps avant de repartir en marche...

(voir [séquence précédente](#))

IV

Le Pouvoir est cancérigène : les élections présidentielles eurent lieu plus tôt que prévu.

J'étais dans mon bain, un 2 septembre au soir, lorsque ma femme fit irruption en peignoir.

— De Brède au téléphone !

— Qu'est-ce qui se passe ?

— Confidentiel.

Le Premier Ministre venait d'assister aux derniers moments du chef de l'Etat ; je n'étais que vaguement au courant, à cause des vacances ; il m'appelait pour mettre au point un communiqué destiné à informer la nation. J'y courus, avec l'émotion qu'on devine. De Brède m'accueillit, pâle, décomposé.

— Nous perdons un homme unique, irremplaçable, me dit-il.

— Irremplaçable ! repris-je gravement à l'intention de l'assistance, tout en me disant en moi-même : « Irremplaçable n'est pas français. » Après un recueillement bref, mais intense, devant la dépouille mortelle du chef de l'Etat, nous passâmes dans la pièce contiguë où nous attendait un travail de rédaction. De Brède avait préparé un texte de trente lignes où l'annonce de la nouvelle s'accompagnait de l'éloge du disparu.

— C'est du mauvais journalisme, lui dis-je, : vous mêlez l'information et le commentaire. Ce qu'il faut, c'est d'abord le choc, pour capter toute l'attention du public. Ensuite, on a tout loisir de lui expliquer les choses. Relisez vos classiques.

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

— Vous croyez ?

— Deux lignes, rien que deux lignes pour ce soir. Et demain il fera jour.

Ainsi fut fait. Je ressortis bientôt de ce haut lieu funèbre, communiqué en main. Pour seul commentaire, je lançai sur les ondes, en guise de glas : « La France est veuve ! » Ce mot fut immédiatement répercuté jusque dans les provinces les plus reculées de France et de Navarre ; il fit la manchette de la plupart des quotidiens du lendemain : c'était un excellent départ électoral¹. Mais, quoique ministre de l'Information, je n'y ajoutai rien : le silence est le plus digne des linceuls.

Tout de même, j'étais pris de court par l'événement : ma campagne allait justement faire la preuve de mes capacités d'improvisation. La première étape consistait à me faire investir candidat de la majorité, sans paraître l'avoir cherché. Or, il y avait dans les eaux majoritaires plusieurs courants de température inégale et, dans mon courant même, plusieurs dauphins possibles dont le sens du devoir national était tel qu'aucun ne semblait prêt à renoncer à la Mission suprême. Par un hasard étonnant, ils avaient tous, la nuit même du décès présidentiel, reçu en songe l'Appel de la France. En conséquence, épris d'unité, ils se dispersaient aux quatre coins des mass-médias pour crier au Rassemblement. De Brède en personne, les traits encore marqués par « le drame national », avouait à la télévision que s'il le fallait, et pressé par le peuple, il ne dirait pas non à l'impératif catégorique d'un destin élyséen. Quant à Marcelinowski, il déclara sans ambages qu'il ferait tout pour « barrer la route au communisme », dût-il pour cela « monter en première ligne ».

1. *Note de l'éditeur* : On croit savoir que ce mot, pour historique qu'il soit, ne fut pas goûté de la femme du défunt. « Ben et moi, alors ! », aurait-elle confié à des intimes.

Et tout cela était fort attristant car, dans l'autre parti de la majorité, mon rival de l'économie apparaissait déjà comme un très correct rassembleur potentiel...

En vérité, seul Mapon pouvait faire le poids : c'est pourquoi, retenant toute précipitation, j'avais retardé l'annonce de ma candidature, pour mieux la faire désirer. Des supputations contradictoires couraient dans la presse : je me taisais. On se demandait si le parti central de la majorité n'allait pas se prononcer uniment pour mon adversaire financier, préférant le genre sec et précis au grand style tricolore. Mapon ne risquait-il pas de faire des déclarations hasardeuses ? De se laisser aller à ces promesses irréalistes, dont l'irréalisation produit de dangereux mécontentements ? De trop contester les gens du pouvoir afin de se donner des airs d'homme nouveau ? Mais, inversement, que faire sans Mapon, sans son image déjà séduisante, sans sa parole d'une chaleur contagieuse ? Seul, il était capable de convaincre le peuple de sa liberté, de son bonheur, de sa grandeur, de tout enfin, y compris de vérités premières. Bavard, sans doute ; mais ses écarts de langage n'étaient rien à côté de ses capacités de rattrapage verbal. C'était *lui* qu'il nous fallait. C'est-à-dire, moi.

Un peu avant la mi-septembre, je me mis à livrer aux journaux des confidences d'une prudence calculée, lesquelles, ajoutant l'image de ma modestie à l'idée de ma destinée, m'avancèrent au premier rang de la scène politique. A l'intérieur du sérail majoritaire, j'appliquai la technique de Méphistophélès, qui consiste à promettre des pouvoirs pour asseoir le sien : calmés par ces promesses, mes camarades se rassemblèrent sous mon nom dans un élan de ferveur mystique qui me surprit moi-même. Mon heure était venue : j'apparus aussitôt comme le candidat numéro un, cependant qu'à gauche on se disputait encore. *Le Monde* titra en gros caractères que j'étais le seul successeur crédible, à droite, du président décédé ; et n'était cet « à droite » — car je

m'élevais déjà au-dessus des partis —, je me sentis pleinement confirmé par l'objectivité parfaite de cette annonce¹. Ah, j'oubliais : mon rival de l'Economie et des Finances ? Eh bien, voyez comme sont les choses : il déclara forfait le 16 septembre, atteint d'une hépatite virale ; la médecine est formelle : une campagne électorale est contre-indiquée dans ce cas.

— Reste la gauche, me dit Fouchcard. Elle peut s'unir.

— Par pitié, lui répondis-je, ne raisonnez plus comme en 1975 ! Nous ne sommes plus à l'époque de Valéry Giscard d'Estaing, qui a réussi à la désunir définitivement, et qui aurait pu encore faire mieux, s'il n'avait péri trois ans plus tard dans ce malencontreux accident du Concorde en compagnie de J.-J. Servan-Schreibert² ! *Praesidens est mortalis...*

— A gauche, on parle pourtant d'un nouveau programme commun.

— Eh bien, ça suffit pour les diviser.

Effectivement, pour des raisons diverses, dont les fluctuations socialistes et le monolithisme communiste, la gauche ne parvint pas à s'entendre. Elle me fournit deux concurrents moyens, Michel Racor du P.S.N. (Parti Socialiste Nouveau) et François Marchand du P.C. dit F. De l'autre côté, j'avais un centriste qui se cherchait et un ultra de droite, qui me fuyait, tous deux nécessaires à la mise en valeur, par contraste, de mon programme libéral et avancé, — tous deux destinés à se rallier au second tour à mon panache tricolore. Il y avait encore pour mémoire, deux candidats gauchistes, Krienvain et Laguillerette, et quelques candidats fol-

1. *Note de l'éditeur* : Fidèle à lui-même, *le Monde* s'appelait toujours *le Monde* et avait conservé toutes les qualités qui caractérisent *le Monde*.

2. *Note de l'éditeur* : Morts scripturaires.

kloriques. Tout cela composait une jolie brochette de candidats de la division, de la dispersion et de la diversion, en face desquels j'étais l'Homme du Rassemblement, le Juste.

J'avais en effet quatre légitimations : *en bas*, c'était la confiance potentielle des Français qui me poussaient à les représenter ; *en haut*, c'était la vocation, le don de ma personne à la France ; *en arrière*, c'était la garantie de mon passé, la lancée naturelle de mon destin national ; *en avant*, c'était mon projet de société, mes promesses d'action, mes perspectives. La figure de Mapon était ainsi, dès le départ, la plus crédible de toutes ; encore fallait-il rendre ma personne sensible au cœur de la France : ce fut l'objet de ma première allocution télévisée, le vendredi 19 septembre au soir. J'apparus au petit écran dans un fauteuil profond qui m'installait déjà auprès de chaque Français et, pendant que l'image, progressivement, rapprochait de la France mon visage en gros plan, voici ce que je déclarai :

Bonsoir Madame,
Bonsoir Mademoiselle,
Bonsoir Monsieur,
Bonsoir mes petits enfants,

Bonsoir c'est moi. Vous me reconnaissez. Regardons-nous bien : n'est-ce pas sympathique de nous retrouver ce soir à veiller ensemble ?

Je devine à votre air que vous vous posez deux questions.

Pourquoi suis-je là, d'abord ? Vous vous en doutez un peu : il faut choisir un président, *votre* président. Alors, pourquoi pas moi ? Cela s'inscrirait tellement dans la ligne de mes réussites, que cela s'impose.

Quelles sont mes perspectives, ensuite ? Très simple : vous conduire là où nous allons. Or, qui peut prévoir l'avenir ? Personne ! Mais qui peut gérer l'imprévisible ? Votre futur président, que vous regardez.

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

Alors, Madame, aidez-moi ; Mademoiselle, espérez en ma personne ; Monsieur, faites-moi confiance ; petits enfants, venez à moi. Je n'ai pas l'intention de faire les choses tout seul, comprenez-vous. J'y mets du mien, mettez-y du vôtre. Aimons-nous !

Je voudrais embrasser la France sur les lèvres...

C'est pourquoi je compte sur votre intelligence pour que vous m'élisiez dans votre intérêt. Bonsoir¹.

Alors commença ma campagne, que je fis naturellement à l'américaine. J'étais entouré de tous ceux qui, plus ou moins douloureusement, avaient fini par se rassembler sur mon nom, et aussi des anciens de la Médinform, rameutés pour l'occasion, parfois avec désintéressement. Je répartis tout ce monde en Services, cependant que Fouchard et Chelet m'assistaient à tout instant. J'avais mon service Publicité, mon service Relations avec les groupes privés, mon service Programmation des réunions électorales, mon service Discours. Les sociologues de mon service Etudes du marché démocratique enquêtaient partout en France et m'adressaient journallement le tableau, à la fois vertical, horizontal et en profondeur, des différentes couches de population à toucher. Un service Centralisation des informations, situé dans mon ministère dont je n'avais pas démis-

1. *Note de l'éditeur* : Il paraît douteux que le candidat ait *réellement* prononcé cette allocution-là : il doit s'agir d'une sorte de canevas préparatoire que Mapon aurait confondu avec le texte authentique. C'est ainsi, par exemple, que, selon certains témoins, la vraie version des phrases finales aurait été : « Je voudrais regarder la France au fond des yeux » et « Je compte sur vous pour que, le jour venu, vous puissiez compter sur moi ». Mais d'autres témoins attribuent ces formules à V. Giscard d'Estaing, ce qui en retire *ipso facto* la paternité à Mapon. Seules des recherches historiques sérieuses pourront démêler la question. Toujours est-il que nous avons là, à l'état naissant, ce que les spécialistes du langage politique appellent de nos jours le « discours érotique ».

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

sionné, suivait l'évolution par secteurs de l'opinion publique et m'indiquait chaque soir, après de vastes sondages traités par ordinateur, quelle zone sociologique je devrais travailler le lendemain, quels mots ou quelles phrases j'aurais à prononcer pour combler l'attente populaire. Sentant qu'avec une telle équipe, mon verbe vaincrait, les plus importants groupes financiers ne tardèrent pas à se disputer pour me donner leur appui : la Bourse était pour moi.

Mon service Publicité fit merveille. Les experts avaient été formels : nous devons choisir la France comme thème. Grâce à mon photographe personnel, qui ne me quittait pas du jour et de la nuit, je fus photographié dans mille et une postures nationales, dont on choisit les trois meilleures pour mes affiches. Par un savant montage, on réussit à faire figurer sur ces photos une silhouette féminine vue de trois quarts arrière, qui symbolisait la France. A chaque fois, ma personne apparaissait se dressant au-dessus des foules avec autant de fierté que de bonhomie ; ma veste bleu sombre, ma chemise blanche et ma cravate rouge illustraient pour la postérité mon destin tricolore ; et je regardais ma « France », dont la silhouette me faisait face, les mains légèrement tendues vers elle, avec un rien de tendre allégresse dans la gravité d'un regard mûr. Mais d'une photo à l'autre, la silhouette de « France » approchait de moi, au point de finir dans mes bras, selon une progression érotique qui devait s'inscrire dans le sillage de ma première allocution télévisée. Les trois images furent donc répandues en trois vagues successives, les 22, 26 et 30 septembre, dans tout le pays ; et pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, les slogans explicitaient sur chaque affiche mon progrès dans le cœur de la France :

*Il regarde la France
La France le regarde*

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

*Il a élu la France
La France l'élira*

*Il se donne à la France
Elle se donne à Lui.*

Tout le monde trouvait cette idylle charmante ; il ne fut guère que Valérie qui émît quelques petites réserves :

— Tu exagères, me dit-elle : qu'est-ce que je deviens, moi, là-dedans ?

Marital, j'étais aussi paternel. Mes sociologues m'avaient découvert un secteur nouveau : l'enfance, trop souvent oubliée. Je m'empressai d'y devancer mes concurrents, et entrepris habilement de gagner les grandes personnes en séduisant leurs petits.

— Il est de mon devoir confiais-je à Chelet, d'assumer ce rôle de père si décrié de nos jours : donnons aux Français, petits et grands, cette affection dont trop souvent les gouvernants les privent.

Car le Français était un grand enfant, comme l'Américain, et même, selon certains, comme le Russe. J'allais donc clamant partout, messianique : « Qu'on laisse venir à moi les petits Français ! » On me voyait aux actualités penché sur la petite nièce de Valérie, en grand-oncle. Je visitais des crèches, j'évoquais le far-west de mon enfance. Je couvrais les petits Français de petits cadeaux : j'avais notamment fait frapper à mon effigie de la monnaie en chocolat enrobée de papier doré, et plusieurs centaines de millions de ces pièces avaient gratuitement inondé le marché, sans risque d'inflation. Si c'eût été en fin d'année, je me serais montré en Père Noël : un homme politique ne doit reculer devant aucun déguisement. L'enfance devait probablement rêver de ma figure paternelle, si éloignée de ces autorités lointaines et déshumanisées qui traumatisent l'homme de notre temps. Et je songeais secrètement,

du moins le faisais-je dire, que j'opérais ainsi une initiation des enfants à la vie politique et financière, avec beaucoup de pédagogie : plus qu'efficace, ma campagne devenait formatrice...

A partir du dimanche 21 septembre, mon service Discours devint une véritable machine à produire des textes, occupant à lui seul un étage de la tour Montparnasse — qui tenait encore debout à l'époque. En collaboration avec le service Publicité, il commença par dresser de mon existence un certain nombre de biographies diverses, à usage exclusivement provincial, que nos militants distribuèrent dans toutes les régions. C'était des dépliants où l'image agrémentait et confirmait le texte. Dans l'une de ces biographies publicitaires, à l'intention des Alsaciens, j'avais eu de nombreux ancêtres dans l'Est, j'étais pour la tradition nationale et me méfiais de l'Europe par germanophobie. Dans une autre, issu de la bourgeoisie rouennaise, j'étais pour le Marché commun. Dans une troisième, de parenté catalane, je me souciais de respecter le visage original de chaque région française et comprenais les tendances autonomistes, sans toutefois les approuver tout à fait. Telle autre biographie insistait sur mon jeune âge et effaçait de ma vie toute image du passé ; telle autre encore affirmait ma conduite héroïque à l'époque de la Résistance, quoique je fusse alors dans le ventre de ma mère — qui était, il est vrai, infirmière au maquis. On exploitait à fond les livres que j'avais déjà publiés. Une de mes existences signalait même que j'avais passé un certain temps au séminaire, avant de préférer la vocation nationale à la spirituelle, bien que l'une n'exclût pas l'autre.

Nous répandions aussi, anonymes, des antibiographies concernant mes adversaires, passésistes, de mœurs douteuses, ayant parfois même collaboré avec les Allemands au cours de la Seconde Guerre mondiale qui, plus de quarante ans après, demeurait le test

numéro un pour juger des candidats. Bien entendu, je ne faisais pas de polémique ; j'avais horreur des attaques personnelles. C'est Fouchcard qui se chargeait de faire disqualifier mes rivaux, anonymement ou pas : il disposait pour cela d'une équipe de bavards de tout poil, baroudeurs de la plume et autres polémistes de sous-talent, gens qui trônent l'espace d'une campagne aux sièges des mouvements politiques, sur des strapon-tins. Il faut signaler d'ailleurs que, dans toutes les vérités qui sortaient de nos tracts, il y en avait d'exactes. Le plus beau du travail avait naturellement trait aux communistes : on faisait de l'anticommunisme primaire, n'ayant pas le loisir d'en faire du profond. Le P.C. était notre cible favorite. Même le bon Chelet s'y mettait. Je lui avais donné la recette de nos attaques :

— C'est simple : quand le P.C. parle, on dénonce ce qu'il dit ; quand le P.C. reste muet, on dénonce ce qu'il tait.

Mais je ne me contentais pas de ces coups bas et hauts, tristes nécessités d'une campagne présidentielle. Je développais aussi des thèmes positifs ; je m'intéressais à l'avenir de la France plus qu'au passé de mes rivaux. Pour chaque sujet, on procédait en deux temps : faire du bruit ; s'en faire l'écho. Lancer telle idée à la télévision ; l'orchestrer en mille variantes, adaptées à chaque public par mon service Discours. Mes projets étaient indifféremment de droite ou de gauche, ou du centre, selon la règle du moindre coût. En particulier, je ne reculais jamais devant des thèmes de gauche pourvu qu'ils fussent *qualitatifs* : suppression de la peine de mort, par exemple, ou liberté totale de l'avortement. Mais, s'il s'agissait de problèmes à incidences quantitatives, c'est-à-dire financières, j'exposais avec réalisme des analyses que mes adversaires disaient « de droite », en les émaillant toutefois de citations littéraires ou historiques que Chelet se faisait une joie de dénicher dans ses lectures. Au fil des propos que je

répandais, ma parole *devenait* la réalité, la juste mesure de toute chose : ceux qui se voulaient plus réalistes que moi n'étaient que des conservateurs ; ceux qui manifestaient plus d'idéal, de dangereux utopistes. Au-delà des droites et des gauches, j'étais le seul qui proposât des solutions objectives sans se laisser influencer par une idéologie préétablie, « fût-elle bourgeoise ».

Pénétré de cet esprit, dans les villes pauvres, je fustigeais les riches et les puissances d'argent. Et plus précisément, j'accusais « les plus riches » et une société qui, dans son ensemble, demeurait « trop dure aux faibles et trop complaisante aux puissants ». J'assurais qu'une fois élu, j'assainirais certains milieux d'affaires et poursuivrais leurs complices de la haute société. Avec cela, je n'omettais jamais de m'apitoyer sur les exploités, les brisés, les « laissés-pour-compte de l'expansion », les « oubliés de l'emploi », les humiliés de notre temps... Je ne tarissais pas d'éloges sur le courage utile des plus humbles. Plus on prête de vertus aux petites gens, moins on a à leur parler d'argent : c'est une sorte de salaire moral qui complète l'autre, et je crois profondément qu'une bonne parole vaut mieux qu'une largesse financière, laquelle a toujours quelque chose, non seulement d'humiliant, mais encore d'onéreux. Je ne négligeais aucun aspect de « la vie quotidienne des Français », j'affichais mon souci des équipements collectifs et sociaux, je comblais le citoyen de compliments et de promesses, entrant dans le rôle que les institutions républicaines attendaient de moi. Quand le peuple est souverain, le public est roi.

Bien entendu, j'abominais les démagogues. Dans les villes bourgeoises, je jetais l'opprobre sur les politiciens à slogans qui conditionnaient les foules pour les orienter sur des programmes suspects, au risque de désorganiser notre société. Pour ma part, j'employais pour séduire le peuple toutes sortes de moyens, excepté la démagogie. J'allais même parfois jusqu'à parler durement à mes

auditoires de notables provinciaux : on ne pouvait promettre monts et merveilles et prétendre en même temps réduire les impôts ; on ne pouvait pas changer la société du jour au lendemain — on l'avait vu avec mon prédécesseur, pourtant de bonne foi — ; on ne pouvait pas faire plaisir à tout le monde, on ne pouvait pas réaliser la justice sans d'abord développer l'économie, on ne pouvait pas diminuer les charges des communes, on ne pouvait pas tout faire, on ne pouvait pas en faire beaucoup, on n'était pas des magiciens, on ne... « Il n'y a pas de miracles, chers contribuables ! » Aussi en appelais-je à la participation de tous pour œuvrer avec moi à l'expansion nationale, « en dépit des crises qui secouent notre monde ».

En tous lieux publics, je chantais, je sifflais, je persifflais ; je ne déchantais jamais. Je faisais feu de toutes phrases. Me parlait-on de réforme ? « Ce que nous devons réformer d'abord, c'est nous réformer nous-mêmes. » Prolétariat ? « Tout le monde ne peut pas devenir milliardaire. Mais j'appelle tous les Français de bonne volonté à partager notre patrimoine culturel. » Argent ? « Or qui brille, Messieurs, n'est pas tout. » Capitalisme ? « L'Allemagne a prouvé que le Capital ne fait pas seulement des affaires : il fait des miracles. » Lutte des classes ? « J'appelle à la plus large concertation. » Démocratie ? « C'est le gouvernement des meilleurs. » Richesse ? « Il faut être à l'aise pour penser à la misère d'autrui. » Gauche ? « Profondément, j'en suis. » Projets de mes adversaires ? « Comment comptent-ils les financer ? » Majorités silencieuses ? « Je suis venu vous écouter. » Minorités contestatrices ? « Je suis venu vous écouter. » Foules électorales ? « Les foules sont comme les femmes : ce qu'elles détestent, ce n'est pas le viol ; c'est le manque de tact dans le viol. »

Alors, j'étais emporté par le grand souffle. J'étais partout, je comprenais, je rassurais, j'osais, je protestais, je faisais allusion, je disais tout net, je croyais, je ne

croyais pas, j'exorcisais les mots tabous (« Je suis contre la sélection, mais pour un système nouveau qui, dans l'ensemble des candidats, permette de retenir les meilleurs »), je démocratisais, je crachais des mots, j'en rêvais la nuit, et aux dires de Chelet, qui parfois dormait dans l'avion avec moi, je balbutiais encore dans mon sommeil « démo... démots... des mots... démocratie !... des mots... crachie... crach... » Et me réveillant soudain, j'expectorais.

Le dimanche 28 septembre, profitant de la trêve dominicale, je réunis les responsables de mes différents services pour faire le bilan de la première semaine de campagne. Les sondages étaient bons et la satisfaction de mon équipe générale, sauf sur un point qu'elle fut unanime à regretter :

— Vous parlez trop. Vous n'êtes pas assez *physiquement* présent. Il faut donner l'impression d'agir¹.

— Comment peut-on trop parler ? dis-je, quelque peu froissé. N'est-ce pas ce que les Français attendent ? Mon débit ne submerge-t-il pas les paroles de mes concurrents ? *Existent-ils* même, puisque j'ai décidé de les anéantir verbalement, en ne parlant pas d'eux dans mes discours ?

— Sans doute, fit-on ; mais cela ne suffit pas. Vos concurrents bavardent moins, mais ils se remuent davantage.

— Par exemple ! dis-je, courroucé.

— Voici un exemple précis, intervint Marcellinowski : d'après les calculs de mes services de renseignements, dans la journée du 26, Michel Racor a donné 258 poignées de mains, François Marchand 324, et vous seulement 147 ! En un mot, la gauche a serré quatre fois

1. *Note de l'éditeur* : C'est aussi notre avis, concernant les toutes dernières pages qu'on vient de lire.

plus de mains que vous : est-ce sérieux, je vous le demande ?

Je me tus, impressionné par l'argument. Puis, j'émis une dernière réserve :

— Des poignées de mains, ce n'est tout de même pas original : n'importe qui peut en faire autant !

— Autant ? C'est vite dit, intervint Chelet, avec une impertinence que je ne lui connaissais pas. Il y a l'art et la manière de serrer la main : ce qui compte, c'est la sincérité dans la poigne.

— Bien, fis-je, piqué au vif : des bains de foule, vous allez en avoir !

Abandonnant mon vieux Mirage, modèle 75, je commandai aussitôt plusieurs supersoniques franco-américains Python X-Z 19, et quelques hélicoptères, pour sillonner la France. Des mains, je me mis à en serrer partout : dans la rue, dans les immeubles que je visitais à l'improviste, au beau milieu des champs où j'atterrissais en hélicoptère pour saluer nos paysans, dans les piscines et dans les usines, dans les tranchées de travaux publics — où je ne ratais pas la photo en compagnie de travailleurs étrangers préalablement aseptisés, dans les couloirs du métro-boulot, dans les égouts de Paris, au fond des mines de charbon enfin : plus on vise haut, moins il faut hésiter à descendre bas, pour y fonder son ascension. Mais, bien sûr, j'allais aussi au sommet des échafaudages, grâce à une échelle de corde suspendue à l'hélicoptère, pour assurer la Construction de mon appui total et faire éclater ma volonté formelle de mettre fin à la crise du logement. Les seuls électeurs mécontents étaient les techniciens de la télévision qu'on avait attachés à mes pas, une minorité...

Mon ubiquité d'homme de droite et d'homme de gauche se doubla ainsi d'une nouvelle performance : l'omniprésence française, charisme proprement présidentiel. Je me mis à tout visiter, partout, le plus souvent accompagné de Valérie, qui aimait le tourisme. J'allai à Tours,

j'allai à Toulon. Je fus à Metz, Toul et Verdun. Je fis la tournée des cafés et des cathédrales. Je ne négligeai ni les bourgeois de Calais, à qui je fis distribuer des porte-clefs, ni les corsaires de Saint-Malo, que je regardai au fond de l'œil. Je goûtai les vins de Bordeaux et les bains de Plombières. Je passai par Lourdes, sans oublier un crochet par Fatima. Je grimpai le Galibier et le Ventoux, sous les acclamations de la foule, en hélicoptère évidemment. Sur la côte d'Azur, je visitai quelques bidonvilles, ce qui a parfois, au long d'une campagne harassante, les vertus d'un dépaysement. Mes concurrents faisant aussi leur tour de France, mais dans l'autre sens, il arrivait qu'on s'invectivât plus ou moins indirectement, de Brest à Strasbourg, de Dax à Dunkerque, de Marseille au Havre, et de Strasbourg à Brest. De temps à autre, pour lancer quelque cri national, je regagnais l'Olympe, c'est-à-dire l'Auvergne. Mais le giron auquel je retournais chaque soir, c'était Paris. Paris, où j'eus l'occasion, sous l'Arc de Triomphe, de faire connaissance avec le soldat inconnu, histoire de lui redonner un peu de chaleur. Paris, où eut lieu, l'avant-veille du premier tour, mon grand meeting de droite, au Palais des Sports...

Frémissante, une assemblée triée sur le volet par des militants casqués m'attendait ce soir-là.

— Il n'y aura pas de contestataires m'avait assuré Fouchcard.

— Ah bon ? C'est presque dommage.

Avant mon entrée en scène, on servait des rafraîchissements aux participants, qui avaient défilé tout l'après-midi du côté de la Concorde dans une atmosphère de liesse. Il y avait dans la salle des gens du monde, un milieu assez riche d'esprit libéral avancé, aristocratique mais sans excès, porté sur les valeurs boursières et morales, xénophobe avec tact, sans illusions sur le franc et aimant la Suisse, ayant un sens si national de ses

privilèges qu'il défendait la France à travers eux. Un public en or... Et beaucoup de dames très chic, venues là en soirée électorale plutôt qu'à un meeting, pour se désennuyer. Et toutes ces personnes modérées espéraient de ma sociale politique qu'elle les confirmât dans le sentiment d'échapper à la classe dite bourgeoise. Et la foule chantait sur un air révolutionnaire :

« Allez Mapon, Allez Mapon, Allez ! »

Alors, j'apparus. J'apparus en parachute, descendant lentement du sommet du Palais des Sports, dont on avait ouvert le toit. La foule se tut : un Ange venait des cieux, en tenue de parachutiste, dans un silence mystique que seul troublait le bruit décroissant de l'hélicoptère qui m'avait largué. Quand j'eus mis le pied sur le podium, guidé par un invisible filin, une ovation immense sembla soulever le tout Paris. J'étais tout simplement le *Deus ex machina*. Et je souriais.

Si j'en crois les journaux, je commençai par parler de l'impôt. Instantanément, le silence se fit. Courageusement, je dis qu'il fallait nous acheminer vers une répartition plus juste des impôts, ce que l'assistance parut trouver tolérable dans le principe ; mais j'ajoutai qu'un certain nombre de contraintes freinaient la réalisation immédiate de l'égalité devant l'impôt, et mon auditoire, à en juger par un certain remuement contenu, eut l'air d'apprécier. Il me parut alors souhaitable d'entrer dans des explications techniques pour manifester un langage de technocrate compétent, et d'autant plus compétent que la foule se perdait quelque peu dans la complexité des problèmes que je compliquais intentionnellement. Je lorgnais, amusé, l'air des dames du premier rang. Mais j'en revins bien vite aux grands principes moraux : « N'oublions pas notre règle d'or, qui est la redistribution des revenus ! » (*approbation mitigée*) mon objectif était évangélique :

« Je veux donner à ceux qui n'ont rien, m'écriai-je, sans prendre à ceux qui ont tout ! »

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

Et ce slogan, marqué d'une attente angoissée suivie d'un déchaînement enthousiaste, eut un tel succès immédiat qu'il devait figurer sur mes affiches au second tour...

J'enchaînai aussitôt sur l'ingratitude des pays sous-développés. Je dénonçai le chantage à la charité des partisans de l'aide au Tiers Monde, peu soucieux de l'hémorragie financière qui ruinerait nos nations s'ils étaient écoutés. Il était faux d'affirmer que les sous-développés mouraient de faim. Leur grande misère n'était qu'un mythe inventé par la gauche. Ils étaient tout à fait libres d'exploiter leurs propres pays, question de courage. Plus il en mourait, en tout état de cause, moins il y avait d'affamés sur terre. Notre devoir était d'abord de soutenir nos campagnes européennes menacées par la crise agricole qui n'avait pas cessé depuis quarante ans : nos paysans *aussi* avaient droit de ne pas mourir. Egoïsme bien ordonné commençait par soi-même. Le devoir des gens de couleur, c'était de ne plus infliger leur condition humaine colorée à des progénitures innocentes. Chacun devait assumer son destin sans attendre, en permanence, la manne des copains .« Ils meurent de faim, et alors ? Tout le monde ne peut pas mourir d'indigestion ! »

Je rappelai alors la menace qu'ils demeuraient pour notre civilisation. N'avait-on pas vu dans le passé certains pays africains tenter de réduire l'Occident en esclavage en lui volant son pétrole ? Il fallait nous prémunir contre les agressions potentielles du Tiers Monde. Car il y avait l'explosion démographique, cent fois plus dangereuse que l'explosion atomique — encore que la seconde pût calmer la première. Car il y avait les Noirs, et leur tribalisme bavard. Car il y avait les Nord-Africains, qui colonisaient la France, poussant les Français à des crimes de légitime défense. Il était temps de comprendre qu'avec tous ces gens-là, la générosité ne payait pas. Encore pouvait-on faire une petite excep-

tion pour les Noirs qui, lorsqu'ils mouraient de faim, se bouffaient entre eux, ce qui simplifiait le problème. On les tolérerait donc sur nos chantiers, humainement. « Au fond, nous *pouvons* accepter les Noirs parce que, sur bien des points, ils nous ressemblent. »

Mais le vrai péril, le fléau tiers mondial, venait d'Asie. La prolifique Asie, et sa subversive jeunesse conditionnée : le péril jaune, le péril jeune. Les Jaunes, de tous temps cruels et raffinés ! « Savez-vous ce que pense un Jaune ? lançai-je froidement à mon auditoire muet. Personne ne saurait répondre, eût-on le loisir de les regarder au fond de leurs yeux sans fond ! Et s'ils débarquaient à Paris, hein ? »

Aux premiers rangs, les dames frissonnèrent. J'insistai sur leur nombre : bientôt le milliard cinq cent millions... Un milliard cinq cent millions d'individus dont on ne sait pas ce qu'ils pensent ! Brrr... Et s'ils pensaient vraiment comme pensait Mao, avant son ascension aux cieux, ce n'était guère plus rassurant. Et ils avaient la bombe, et des fusées ! Les catastrophes planétaires prédites par Nostradamus étant près de se réaliser, il fallait prêcher le rassemblement national et faire quelques sacrifices pour perfectionner notre défense atomique. Certes, il n'était pas question d'anéantir le peuple chinois : c'eût été un génocide ; mais si, comme le désiraient certains états-majors américains, les Blancs disposaient de bombes en quantité suffisante pour en supprimer une petite centaine de millions, tous les deux ans, ils auraient de quoi freiner utilement l'impérialisme démographique asiatique. « C'est une question de vie ou de mort, conclus-je : nos forces de dissuasion doivent nous protéger de l'hostilité latente ou déclarée des populations excessives du Tiers Monde. »

Ce fut du délire ! Des hurlements de joie politique jaillirent de milliers de gorges enthousiastes. Tard dans la nuit, je dus vaticiner, pratiquant ce catastrophisme réactionnaire qui seul les apaisait. Et je prêchais la

MÉMOIRES D'UN FUTUR PRÉSIDENT

sainte utilité de l'ordre, et je rappelais la saine notion de profit, et j'exaltais la culture occidentale, et l'on chantait :

« Allez Mapon, allez Mapon, allez ! »

Et je répondais :

« J'y vais, j'y vais, croyez-le bien ! »

Et mon large sourire découvrait, avec simplicité, mes longues dents...

Le lendemain, comme je considérais les commentaires favorables des journaux (je ne lisais pas les autres) et les sondages officieux de mon état-major, très satisfaisants, Chelet apparut avec un air alarmé :

— François Marchand visite des banlieues populaires !

— En période de trêve électorale, c'est malhonnête !

Je décidai aussitôt de faire quelque chose pour qu'on parlât de moi à la radio et à la télévision : je me rendis à Ponchirac, où les vieux de l'hospice, à ce qui fut dit, espéraient ma visite. Là, je serrai des mains, pas trop fort, j'embrassai, sur le front, et je pris le repas, quoique j'eusse déjà déjeuné par précaution. Emu par leur sort, je promis que, sous ma présidence, tous les couples de vieillards auraient chaque jour leur boîte de Canigou (le midi) et de Ronron (le soir), gratuitement. J'affirmai que je ne me contenterais pas de ce sensible progrès. Et pour clore ma campagne sur des mots humains que la presse rapporta, je les quittai en proclamant mon optimisme : « Certes, dis-je, votre sort n'est pas parfait ; mais, croyez-le bien, il est perfectible. Dans une dizaine d'années, mes amis... »

L'émotion m'empêcha de terminer ma phrase.

(à suivre)